Retraites tactiques : pourquoi la révolution vénézuélienne tient bon

Le 03-04-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Delcy Rodriguez, présidente par intérim du Venezuela, le 2 mars 2026, à Cumana. Campagne nationale pour la Consultation Nationale organisée avec les 5300 autogouvernements populaires

pour que la population puisse voter sur les projets de transformation territoriale. Le scrutin a eu lieu le 8 mars 2026.

Nous publions un texte, très éclairant, de Manolo de los Santos(1) sur la situation réelle au Venezuela. Pourquoi un texte aussi long ? Parce que, contrairement à ce que voudraient nous faire croire (et nous y habituer) les réseaux sociaux et autres promoteurs de “petites phrases” et donc de désinformation, la compréhension des situations politiques et économiques, donc de la politique en général, ne peuT être effective et pertinente que située dans son contexte et analysée dans son détail. Analyser pour comprendre est le premier pas nécessaire à la résistance et à la lutte contre toutes les coercitions (psychologiques, propagandistes, économiques, politiques…).
Cet article met à bas les ritournelles médiatiques : Non, la révolution bolivarienne n’a pas été trahie au plus haut niveau… Non la présidente par intérim Delcy Rodríguez et les autres dirigeants n’ont pas livré leur pays, son économie et ses ressources à l’impérialisme états-unien… Non les dirigeants vénézuéliens n'ont pas abandonné leur anti-impérialisme historique. Non le Vénézuéla n’est pas isolé sur la scène internationale. C’est ce que démontre cet article...
À lire jusqu’au bout !

Les premières heures du matin du 3 janvier 2026 ont marqué un tournant dans la lutte séculaire du Venezuela et de l’Amérique latine pour l’autodétermination et l’indépendance.
L’opération « Absolute Resolve », ordonnée par l’administration Trump, a constitué l’attaque militaire la plus brutale et la plus directe contre un État souverain de la région de mémoire récente. Au cours d’une opération choquante qui a fait des centaines de morts, le président Nicolás Maduro et la première dame Cilia Flores ont été illégalement enlevés sur le sol vénézuélien et transportés aux États-Unis, où ils font désormais l’objet d’accusations fabriquées de toutes pièces dans un centre de détention fédéral de New York.
Au cours des deux mois qui ont suivi cet acte de guerre, un torrent de spéculations a émergé de la part de soi-disant experts et commentateurs de tous bords politiques. Ces spéculations ont suivi trois axes principaux :

- *Le succès de l’opération prouve qu’il y a eu une trahison au plus haut niveau de la révolution bolivarienne.*
- *La présidente par intérim Delcy Rodríguez et les autres dirigeants sont en train d’abandonner le projet bolivarien et la transformation socialiste, livrant le pays, son économie et ses ressources, à l’impérialisme états-unien.*
- *En matière de relations étrangères, les dirigeants vénézuéliens ont abandonné leur anti-impérialisme historique.*

Prises ensemble, ces affirmations reviennent à proclamer que le changement de régime a réussi au Venezuela.

Ces affirmations erronées reflètent la dépendance accrue de l’immédiateté des réseaux sociaux, de nombreux militant(e)s ne cherchant même plus à mener d’analyse ou de contre-enquête. Ce phénomène reproduit à gauche la forme de communication de Trump.. Comprendre la trajectoire actuelle de Caracas exige une évaluation lucide des événements du 3 janvier 2026, un examen approfondi de la situation financière et commerciale du Venezuela, et de 25 ans de construction de pouvoir populaire autour de la démocratie représentative, ainsi qu’une analyse honnête des rapports de force internationaux dans lesquels le pays évolue. Il est nécessaire de comprendre ce qui a changé dans cette nouvelle situation. Pour démêler la complexité du présent, certains exemples de l’histoire des États socialistes peuvent servir de guide.
Un examen attentif des faits prouve que ce à quoi nous assistons n’est pas une capitulation, mais un repli tactique face à une force écrasante, pour lequel il existe des analogies évidentes dans l’histoire

révolutionnaire.
Les principales allégations qui prétendent révéler une « trahison » sont examinées ci-dessous, mais il convient d'abord de faire une distinction théorique importante entre le gouvernement et le pouvoir étatique. Les administrations et les ministères élaborent et mettent en œuvre toute une série de politiques, publient des déclarations, etc., et passent temporairement des mains de la « gauche » à celles de la « droite ». Les institutions permanentes du pouvoir étatique (l'armée, les tribunaux et la police) représentent le pouvoir réel dans toute société. Presque tous les gouvernements de gauche de la région qui ont été élus ces dernières années, ne détenaient pas le pouvoir étatique. Face à la subsistance de l'État capitaliste (en particulier dans l'armée), ces gouvernements ont éprouvé des limites évidentes quant à leur capacité à contester réellement l'ordre capitaliste et à transformer la réalité sociale. Le projet bolivarien est également né d'un mouvement électoral, Chavez occupant initialement seulement des fonctions gouvernementales, mais avec une différence importante. Des décennies de tentatives de coups d'État financés par les États-Unis, de luttes internes et d'autres crises ont progressivement conduit au remplacement des forces fidèles à l'ancien ordre dans le système judiciaire, la police et l'armée par des forces formées par la révolution bolivarienne et fidèles à celle-ci. Le Parti Socialiste Unifié du Venezuela maintient sa mission qui consiste à promouvoir le pouvoir de la classe ouvrière et à construire le socialisme. La lutte peut se dérouler par à-coups, avec des avancées et des reculs, en fonction du rapport de forces, mais à chaque étape, le parti s'efforce de préserver ses acquis et de minimiser ses pertes.
Il est important de faire ce rappel car les concessions du Venezuela sont principalement faites au niveau du gouvernement, et non au niveau de l'État et du parti.

Affirmation n° 1 : Le succès de l'opération états-unienne du 3 janvier prouve une trahison au plus haut niveau de la révolution bolivarienne.

Les soi-disant « preuves » :

- Aucun militaire américain n'a trouvé la mort lors de l'opération visant à enlever Nicolas Maduro et Cilia Flores.

- Plus de 150 avions américains ont pénétré l'espace aérien vénézuélien sans être abattus par les défenses aériennes sophistiquées fournies par la Russie.

- L'extraction « pacifique » de Maduro et Flores n'a pu se faire que grâce à la « collaboration » du cercle restreint de Maduro. Il n'y a pas eu de riposte militaire immédiate de la part des Vénézuéliens.

La réalité : une résistance face à une supériorité militaire écrasante
On en sait désormais beaucoup plus sur les événements du 3 janvier. Contrairement au récit imposé par les médias occidentaux et répété aussitôt, sans réfléchir, par une partie de la gauche, il y a eu une résistance. Les témoignages des survivants et les déclarations du président Trump lui-même confirment que les services de sécurité présidentielle, aux côtés des unités militaires vénézuéliennes et d'un contingent de combattants internationalistes cubains, ont engagé le combat avec les forces attaquantes. Trente-deux combattants cubains sont tombés aux côtés de plus de 50 Vénézuéliens des forces de sécurité et de la garde présidentielle, qui ont défendu le président au péril de leur vie.
Tout d'abord, les systèmes de guerre électronique étatsèuniens ont totalement paralysé les défenses aériennes et les infrastructures de communication du pays. Selon le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino Lopez, les États-Unis ont utilisé le Venezuela comme un « laboratoire » pour tester des technologies d'armement jamais utilisées auparavant. Padrino est bien

connu comme le chef militaire qui a constamment dénoncé les efforts des États-Unis pour corrompre et soudoyer l'armée afin qu'elle se retourne contre Maduro et la révolution bolivarienne, ainsi que les précédentes tentatives d'assassinat par les États-Unis. Il incarnait « l'union militaire-civique » du pays qui a bloqué pendant des années les efforts de changement de régime sous la bannière « toujours loyaux, jamais traîtres ».

Le compte rendu officiel vénézuélien du 3 janvier n'a toujours pas été publié, étant donné que le pays reste encerclé militairement (nous y reviendrons plus tard). Mais des rapports non officiels provenant de témoins et de survivants corroborent les commentaires de Padrino. Ils racontent qu'avec toutes leurs communications et leurs défenses aériennes hors service et toute l'électricité de la région coupée, les forces militaires vénézuéliennes ont été frappées par des drones et une sorte d'arme sonique qui a neutralisé les soldats. Ils ont été instantanément soumis à une puissance de feu rapide et écrasante qui a entraîné un massacre unilatéral, même s'ils ont riposté.

Dans son discours sur l'état de l'Union, Trump a rendu hommage au pilote du premier hélicoptère Chinook, qui a atterri dans l'enceinte présidentielle, transportant les unités d'élite de la Delta Force qui ont ensuite mené l'opération au sol et kidnappé le président. L'hélicoptère a essuyé des tirs nourris, blessant gravement le pilote. Les États-Unis ont également admis qu'il y avait eu d'autres victimes, mais aucun décès.

En préparation de cette opération, il a depuis été révélé que le raid avait été répété à grande échelle, dans une réplique exacte du complexe de Nicolás Maduro, construite dans le Kentucky. Pendant des semaines, les commandos de la Delta Force se sont entraînés à « enfoncer des portes en acier à un rythme toujours plus rapide » et à mémoriser la disposition des couloirs et des pièces sécurisées. Comme Maduro était connu pour changer régulièrement de lieu de résidence, ils n'ont lancé l'opération qu'après avoir confirmé qu'il se trouvait à cet endroit précis. Des moyens aériens spécialisés pour les opérations nocturnes ont été fournis par un groupe connu sous le nom de « Night Stalkers ».

Mais la violence ne s'est pas simplement arrêtée là. Dans des communications qui ont fuité, et depuis confirmées par plusieurs sources, Delcy Rodríguez a révélé que dès les premiers instants du contact, le 3 janvier, l'administration Trump avait lancé un ultimatum. Rodríguez a déclaré : «*Les menaces ont commencé dès l'instant où ils ont kidnappé le président. Ils ont donné à Diosdado, Jorge et moi 15 minutes pour répondre, sinon ils nous tueraient.* » Selon elle, tout refus de négocier entraînerait non seulement des enlèvements, mais aussi la décapitation et l'anéantissement des dirigeants restants de l'État vénézuélien. On leur a également dit que l'armée états-unienne continuerait à encercler le pays. Chaque déclaration et chaque décision qu'ils prendraient seraient examinées de près pour déterminer s'il s'agissait d'un signe de soumission ou de résistance, et leur vie pourrait être prise à tout moment.

Il s'agissait d'une négociation sous la menace des armes, littéralement, et cela n'est pas terminé. Le moment exigeait un leadership capable d'effectuer une retraite nécessaire pour sauver la révolution, sans fracturer son unité interne.

Les États-Unis ont réussi leur opération du 3 janvier, mais pas à cause de la trahison des dirigeants vénézuéliens. Ils ont réussi parce qu'après plus de 25 ans de tentatives de coup d'État, de guerre économique et de campagnes de déstabilisation infructueuses, l'impérialisme a finalement déployé son arme la plus puissante : une intervention militaire directe soutenue par une supériorité technologique qu'aucun pays indépendant du monde en développement ne peut actuellement contrer avec succès.

Une attaque hybride écrasante n'a pas pu surmonter les réalités politiques

Les États-Unis ont atteint leur objectif de capturer Maduro, mais ils n'ont pas atteint leur objectif de renverser le gouvernement ou l'État. Les dirigeants restants, la vice-présidente Delcy Rodríguez, le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello, le ministre de la Défense Vladimir Padrino, le président de l'Assemblée nationale Jorge Rodríguez, ainsi que le noyau dur du Parti socialiste unifié du

Venezuela (PSUV) et les forces armées bolivariennes, ont immédiatement pris des mesures pour stabiliser les institutions et maintenir la continuité du commandement.
Les États-Unis n'ont pas prévu d'occupation à plus grande échelle en raison de la résistance anticipée et de la mobilisation armée de millions de Vénézuéliens. L'appel du président Maduro à développer massivement les milices bolivariennes a incité plus de huit millions de citoyens à s'armer. Combiné à l'armée professionnelle vénézuélienne, qui n'a pas été fracturée, cela a créé un scénario dans lequel toute invasion terrestre dégénérerait en une guerre populaire prolongée, avec des coûts politiques et matériels inacceptables pour les États-Unis. Le chavisme bénéficie toujours d'un solide soutien, ce que l'administration Trump a tacitement admis lorsqu'elle a déclaré qu'il fallait faire preuve de « réalisme » et reconnaître que la droite vénézuélienne ne disposait pas du soutien nécessaire pour diriger le pays.
L'administration Trump a plutôt mené une frappe chirurgicale d'une précision extraordinaire, afin de modifier l'équilibre des forces et d'obtenir un moyen de pression sur le gouvernement vénézuélien, qu'elle devait accepter de ne pas pouvoir renverser. Aucune fanfaronnade de Trump et Rubio sur un « changement de régime » ne peut changer cette réalité fondamentale.
Mais lorsque Delcy Rodríguez, désormais présidente par intérim, a accepté d'entamer un dialogue avec l'administration Trump après l'attaque, beaucoup de militantes et militants de gauche ont réagi avec confusion et consternation. Oui, Maduro et les dirigeants avaient promis une guerre populaire et, si nécessaire, une guérilla à l'image de celle du Vietnam. Mais le fait est que les commandos états-uniens étaient partis ; il n'y avait plus de force d'occupation à combattre. Cela doit être compris comme une caractéristique de la force durable de la révolution, et non comme une faiblesse.
Alors comment la révolution bolivarienne pouvait-elle s'asseoir à la table des négociations avec les forces mêmes qui venaient d'assassiner ses défenseurs et d'enlever son président ? La réponse réside dans les conditions matérielles de survie et dans une bonne compréhension de la stratégie révolutionnaire. La base sociale organisée et l'unité militaire de la révolution ont représenté une sorte de moyen de dissuasion pour l'occupation étrangère, mais ce moyen de dissuasion ne peut expulser les énormes forces militaires états-uniennes qui l'entourent encore, imposant un blocus naval total de son pétrole tout en pointant des armes sophistiquées sur leurs têtes. Le 3 janvier, le gouvernement a reconnu la réalité militaire et a pris la décision tactique de maintenir les institutions du pouvoir étatique sous son contrôle, afin de gagner du temps et de survivre pour continuer à se battre.
Cette décision a clairement nécessité certaines concessions à l'Empire, mais cela aussi doit être examiné de plus près. Tout comme les fausses allégations de trahison du 3 janvier sont désormais facilement réfutées, il en va de même pour les allégations de trahison des deux mois qui ont suivi.

Affirmation n° 2 : « La présidente par intérim Delcy Rodríguez et les autres dirigeants ont abandonné le projet bolivarien, livrant le pays, son économie et ses ressources à l'impérialisme états-unien. »

Les soi-disant « preuves » sont :

- Le Venezuela a effectivement ouvert ses vastes réserves pétrolières à l'exploitation et à la vente par des compagnies privées étrangères.

- Le Venezuela a entamé un processus de « réconciliation » avec l'opposition de droite, notamment en libérant 2500 prisonniers arrêtés lors des déstabilisations et condamnés pour trahisons, conspirations, violences ou assassinats.

- Des responsables états-uniens ont été accueillis au palais de Miraflores avec des sourires et un accompagnement musical, comme on le fait généralement pour les alliés et les amis.

La réalité : un nouveau rapport de forces

Un rappel d'abord. Depuis le 3 janvier, le rapport de forces a été fondamentalement modifié. La plus grande armada régionale de l'histoire de la marine états-unienne est restée positionnée au large des côtes vénézuéliennes.

Personne ne vient en aide au Venezuela. Si l'on examine la région, on constate en fait que les gouvernements de droite en Argentine, au Paraguay, en Équateur, au Salvador, au Pérou et en Bolivie se réjouissent ouvertement de l'attaque. Les gouvernements progressistes du Brésil, de Colombie et du Mexique se sont contentés de condamnations rhétoriques. Le soutien stratégique de la Russie et de la Chine, bien que significatif les années précédentes, s'est avéré insuffisant pour dissuader l'agression impérialiste et a également été principalement rhétorique. Chaque pays a ses propres priorités militaires stratégiques. Une intervention directe comporte également le risque d'une guerre mondiale et, compte tenu de leur éloignement géographique, ils ne disposeraient pas de forces militaires dans la région.

Les accords qui se dessinent entre Caracas et Washington représentent un compromis amer mais nécessaire. Selon leurs termes, le Venezuela a accordé aux États-Unis un contrôle significatif sur ses exportations de pétrole, revenant à un modèle de licence similaire à celui précédemment utilisé par Chevron et d'autres sociétés avant le renforcement du blocus. Après avoir obtenu leurs licences, les compagnies pétrolières étrangères ne seront plus tenues de céder une participation majoritaire à l'État vénézuélien (qui reste propriétaire souverain des gisements) comme c'était le cas dans le cadre des précédentes coentreprises ; les taxes seront réduites et elles seront libres de vendre leur pétrole sur le marché étranger sans passer par la compagnie publique vénézuélienne PDVSA. Au lieu de cela, le département états-unien de l'Énergie a commencé à commercialiser le pétrole brut vénézuélien avec l'aide de négociants en matières premières et de banques, et Washington s'est arrogé le droit de déterminer quelles entreprises peuvent participer à la reconstruction des infrastructures énergétiques du pays. Dans le cadre de cet accord, pour la première fois depuis des décennies et sans avoir son mot à dire, le pétrole vénézuélien serait même expédié par des pétroliers étrangers vers Israël, un pays avec lequel le Venezuela a rompu toute relation en 2009 pour protester contre une autre étape du génocide du peuple Palestinien (opération « plomb durci »). En échange, le Venezuela a obtenu l'accès aux revenus de ses ventes de pétrole par l'intermédiaire de deux fonds souverains à l'étranger, contrôlés de facto par les États-Unis. Ces fonds, bien que soumis à la surveillance des États-Unis, fournissent au pays ce qui lui a été refusé pendant des années en vertu du régime de sanctions : des ressources pour investir dans la santé, l'éducation, les infrastructures, et les projets portés par les milliers d'autogouvernements communards dans tout le pays. Cet accord est abusif et humiliant, et le secrétaire d'État Marco Rubio l'a ouvertement qualifié de « prise de tout le pétrole » par les États-Unis. Mais il permet à l'État vénézuélien de survivre.

S'agit-il d'une négation de la souveraineté du Venezuela sur ses décisions en matière pétrolière ? Dans une certaine mesure, oui. Mais les éléments essentiels de l'accord correspondent au désir de longue date du Venezuela de rétablir ses exportations de pétrole vers les États-Unis, et ressemblent à ce que Maduro lui-même aurait proposé lors des négociations avec l'administration Trump. Cela comprenait une offre de réouverture de l'exploitation et de la propriété pétrolières états-uniennes en échange de la levée des sanctions. Cela correspond également aux informations rapportées par le journaliste brésilien Breno Altman. Sur la base de discussions avec le fils de Maduro, Nicolas Maduro Guerra, Altman a rapporté : « [Le président Maduro] *est informé, et son message est toujours un message de soutien à la présidente par intérim, Delcy Rodríguez*. »

Le fait est que les infrastructures pétrolières du Venezuela ont été construites principalement pour desservir le marché états-unien, et que les raffineries du sud des États-Unis ont été en grande partie construites pour traiter le pétrole brut vénézuélien. D'un point de vue purement économique, ces pays restent des partenaires commerciaux naturels malgré leurs divergences idéologiques. Même sous Chávez, les États-Unis ont acheté 60 % des exportations pétrolières du Venezuela pendant une

grande partie de sa présidence, ce qui constituait la majeure partie des revenus du pays. Même l'expropriation des projets pétroliers étrangers au Venezuela a été adoptée par Chávez non pas principalement par principe, mais plutôt en réaction aux tentatives de sabotage et à la détérioration des relations avec les entreprises qui ont refusé ses conditions et quitté le pays.
En substance, les États-Unis étaient déjà en train d'écraser l'industrie pétrolière vénézuélienne, avec des effets dévastateurs. Tout d'abord, les compagnies pétrolières ont bloqué la vente de pièces et de technologies uniques nécessaires à l'entretien de leurs infrastructures abandonnées. Puis ont suivi une décennie de sanctions financières et commerciales, la saisie de ses comptes à l'étranger (dont certains restent, de manière ridicule, entre les mains de Juan Guaidó) et enfin un véritable blocus pétrolier. L'économie vénézuélienne dans son ensemble a été fortement touchée par cette perte de revenus, avec une inflation galopante, une pénurie de devises fortes et l'effondrement d'une série d'autres industries. C'est là la véritable cause de l'émigration vénézuélienne. En injectant des milliards de revenus dans l'économie vénézuélienne, même dans ces conditions injustes de siège, cela conduira sans aucun doute à une amélioration des conditions de vie. De nombreux migrant.e.s rentrent peu à peu au pays, et des millions de personnes devraient participer à la consultation populaire vénézuélienne du 8 mars, afin de voter pour sélectionner 36.000 initiatives menées par des communes, allant de la rénovation des services publics à des projets économiques, qui bénéficieront d'un financement public.
L'accord avec l'administration Trump a également conduit le Venezuela à amnistier plus de 5000 personnes et à libérer des milliers de prisonniers. Cet accord concerne aussi près de 800 personnes condamnées pour différents crimes liés au renversement du gouvernement, y compris des actes violents. Les personnes condamnées pour meurtre et « violations graves des droits humains » ou « crimes contre l'humanité » ne seront pas libérées. Cette amnistie, que les médias occidentaux ont baptisé « libération de prisonniers politiques », doit plutôt être comprise comme une décompression stratégique. Elle élimine un prétexte supplémentaire à une intervention humanitaire, isole les secteurs les plus intransigeants de l'opposition d'extrême droite et démontre que l'État bolivarien conserve l'autorité de définir l'approche de ses propres processus judiciaires. On peut supposer que le gouvernement vénézuélien espère également que cela conduira à la reconnaissance d'autres gouvernements de la région et du monde entier. Depuis les élections de 2024, le gouvernement n'a pas été en mesure de maintenir des relations politiques et commerciales normales avec la plupart des gouvernements de la région, à l'exception de Cuba, du Nicaragua et de quelques petits pays des Caraïbes.

Négociation sous la menace des armes : Brest-Litovsk dans les Caraïbes
L'histoire de la révolution russe nous offre ici une leçon indispensable. En 1918, la jeune République soviétique faisait face à l'avancée de l'armée impériale allemande avec une armée en ruine et sans capacité de résistance efficace. Vladimir Lénine, contre les objections des soi-disant « communistes de gauche » qui exigeaient une « guerre révolutionnaire » pour défendre l'ensemble du territoire, a conduit le jeune État révolutionnaire à signer l'humiliant traité de Brest-Litovsk. Cet accord cédait de vastes territoires, dont l'ensemble de l'Ukraine et quarante pour cent de la base industrielle de la Russie, à l'impérialisme allemand. Il s'agissait, à tous égards, d'une défaite massive.
Les détracteurs de Lénine ont qualifié cela de trahison de la révolution, et en particulier de tous les ouvriers, paysans et nationalités opprimées des territoires cédés qui s'étaient battus et avaient tout sacrifié en 1917, pour finalement être renvoyés au capitalisme dans le traité de paix de Brest-Litovsk. Pourtant, Lénine comprenait ce que ses détracteurs ne comprenaient pas : l'objectif n'était pas de mourir en beauté, mais de préserver l'instrument politique de la révolution. Comme l'a déclaré le regretté commandant Hugo Chávez après l'échec de la rébellion de 1992, «*nous devons battre en retraite aujourd'hui pour avancer demain* ». Le traité a fourni le répit nécessaire pour consolider l'État soviétique, construire l'Armée rouge et finalement vaincre non seulement l'Empire allemand, mais aussi les forces combinées de la contre-révolution et de l'intervention étrangère. Ceux qui ont

dénoncé Lénine comme un traître en 1918 ont été démentis par l'histoire. Les territoires cédés ont tous fini par être récupérés.
Pourtant, cela ne marqua pas la fin des reculs et des compromis. Face à la famine causée principalement par la guerre civile, Lénine accepta l'aide humanitaire des organisations caritatives capitalistes américaines, établit des relations avec les pays qui venaient d'envahir le pays et rétablit des liens économiques et commerciaux étroits avec l'impérialisme allemand. Abandonnant le « communisme de guerre », il orienta l'État vers la réintroduction massive des relations de propriété capitalistes et invita les entreprises étrangères à s'installer dans le pays. Cela a notamment permis à l'État soviétique de signer des accords avec la Ford Motor Company (dirigée par Henry Ford, sympathisant fasciste) pour s'implanter dans le pays.
C'est dans cette optique qu'il faut considérer les mesures prises aujourd'hui par le gouvernement, par l'intermédiaire de Delcy Rodríguez. S'asseoir en face du secrétaire états-unien à l'Énergie Chris Wright, recevoir le directeur de la CIA John Ratcliffe à Miraflores, ne constituent pas des actes de capitulation, mais de survie dans des conditions de contrainte extrême. Qu'elle sourie ou qu'elle échange les mêmes salutations protocolaires que lors d'autres visites d'État n'a aucune importance. L'objectif est de renoncer à ce qui peut être temporairement sacrifié, le contrôle total du pétrole, l'accès au marché, voire le maintien en détention de 800 personnes condamnées pour des crimes violents, afin de préserver ce qui ne peut être remplacé : l'État révolutionnaire, le parti et la vie de ses cadres dirigeants qui ont joué un rôle indispensable dans la cohésion du projet bolivarien dans son ensemble. On ne peut sous-estimer l'histoire longue, anticolonialiste, qui a débuté il y a des siècles avec les résistances indigènes face à l'impérialisme espagnol, reprise par Simon Bolivar et son armée victorieuse d'ex-esclavisées et esclavisés afrodescendants, puis réincarnée dans la synthèse bolivarienne d'Hugo Chavez, et qui reste portée, depuis 26 ans, par une direction collective. Une fois ces fondements préservés, un recul aujourd'hui peut devenir un pas en avant demain.

Image

Delcy Rodriguez, présidente par interim du Venezuela, le 2 mars 2026, à Cumana. Le chavisme plus vivant que jamais au Venezuela. La huitième élection des projets territoriaux cofinancés par l'Etat aura lieu le 8 mars : la majorité des communard.e.s sont des femmes. 5336 autogouvernements s'activent dans tout le pays pour soumettre au vote des habitant.e.s un total de 36000 projets sociaux, économiques, culturels, infrastructurels, etc… La population choisit un projet prioritaire parmi les sept proposés au vote dans chaque territoire. Pour ce nouveau scrutin, qui a lieu tous les quatre mois, on a dû installer 1000 bureaux de vote de plus qu'en novembre 2025. Peu de pays consultent aussi souvent le peuple, et ont réussi à maintenir à travers le temps et malgré tous les obstacles de l'impérialisme, une telle école qualitative, croissante, de participation politique.

Affirmation n° 3 : En matière de relations étrangères, les dirigeants vénézuéliens ont abandonné leur anti-impérialisme historique.

Les soi-disant « preuves » :

- Lorsque les forces états-uniennes et israéliennes ont attaqué l'Iran le 28 février 2026, le ministère vénézuélien des Affaires étrangères a publié une déclaration soigneusement formulée qui, tout en condamnant l'agression, condamnait également les représailles « injustifiées » menées par l'Iran contre les États du Golfe abritant des bases américaines. La déclaration a ensuite été supprimée.

- Delcy Rodriguez a publié une déclaration exprimant sa « solidarité » avec le Qatar après un entretien téléphonique avec son émir, un proche allié des États-Unis. Aucune déclaration de solidarité n'a été publiée à l'égard de l'Iran.

La réalité : le Venezuela reste sous pression et souhaite préserver ses relations avec le Qatar

Cette critique oublie que les relations avec le Qatar ont joué un rôle particulièrement important pour le Venezuela ces dernières années. Le Qatar a en effet accueilli les fonds souverains du Venezuela et contrôle donc l'accès du Venezuela à ses propres revenus pétroliers dans ce pays. Le Qatar a également été le médiateur et l'hôte des dernières séries de négociations entre les États-Unis et le Venezuela. Le Venezuela a publiquement remercié le Qatar en particulier pour son rôle dans la libération du prisonnier politique Alex Saab des prisons américaines.

Mais surtout, cette critique oublie que le Venezuela reste sous la menace directe d'une destruction totale par les États-Unis. Chaque mot et chaque déclaration font l'objet d'une surveillance étroite, avec des enjeux considérables. Le directeur de la CIA, M. Ratcliffe, a personnellement averti les responsables vénézuéliens que tout accord serait annulé s'il servait sert de « refuge » aux adversaires des États-Unis. Dans une telle situation, la diplomatie n'est pas une profession de foi sincère, mais un instrument permettant de préserver l'existence souveraine.

Les relations formelles étroites entre Caracas et Téhéran restent intactes, mais proclamer sa solidarité avec l'Iran contre les États-Unis dans cette guerre massive ne ferait pas seulement rompre une relation avec le Qatar qui est devenue très importante, cela fournirait également à Washington un prétexte pour une deuxième série de frappes bien plus dévastatrices.

Qui est vraiment Delcy Rodríguez ?

Une grande partie du récit de la « trahison » s'est concentrée sur la personnalité de la présidente par intérim Delcy Rodríguez. Cela manque de preuves réelles, semble totalement faux et constitue une tactique classique de la stratégie militaire et des opérations psychologiques des États-Unis.

Les références révolutionnaires de la famille Rodríguez sont gravées dans la lutte et le sang. Le père de Delcy et de son frère Jorge (président de l'Assemblée nationale) était Jorge Antonio Rodríguez, un dirigeant de la Ligue socialiste, une organisation marxiste-léniniste, qui a reçu une formation à Cuba. Il a été torturé et assassiné par le régime de Punto Fijo en 1976, en étroite coordination avec la CIA, alors que Delcy avait sept ans. Delcy et son frère Jorge sont tous deux issus de cette tradition de lutte clandestine et de masse pour le socialisme. Le président Maduro lui-même était un cadre de la même organisation. Après son retour au Venezuela, où elle avait fait ses études à l'étranger, Delcy Rodríguez s'est lancée dans le mouvement chaviste et le gouvernement aux côtés de son frère, qui sont tous deux devenus les principaux conseillers de Maduro et comptent parmi ses négociateurs et représentants les plus fiables dans les affaires internes et internationales les plus sensibles. Elle a déclaré que la construction de la révolution bolivarienne serait une revanche pour le meurtre de son père, une forme de justice. Suggérer qu'il y ait eu trahison ou capitulation née de la lâcheté ou de l'opportunisme, c'est ignorer quatre décennies de formation politique et de sacrifices communs.

Dans sa première déclaration le 3 janvier, Trump a laissé entendre que Delcy Rodríguez avait exprimé sa volonté de coopérer avec les États-Unis et de répondre à leurs demandes. Certains membres de la gauche l'ont cru, interprétant cela comme un signe de capitulation. Sa conférence de presse le même jour a réaffirmé la souveraineté du Venezuela et ses propres exigences envers les États-Unis, notamment la libération du président Maduro. Le lendemain, après avoir présidé une réunion des dirigeants du parti et de l'État, au cours de laquelle l'unité de l'armée a également été réaffirmée, elle a publié un message appelant le gouvernement américain à travailler avec le Venezuela pour la paix et le développement, mais dans le cadre de la souveraineté et de l'égalité. Cette déclaration faisait écho à toutes les déclarations faites par Maduro dans le passé et tout au long des années de tensions avec les États-Unis. Maduro lui-même a toujours appelé à la diplomatie et à des négociations directes de haut niveau pour éviter une guerre totale, et avait déjà proposé de négocier des accords économiques globaux avec les États-Unis pour les ressources pétrolières et minérales du Venezuela. De tels accords auraient sans aucun doute été conditionnés à la réduction et la minimisation des alliances stratégiques avec les « adversaires » des États-Unis, notamment

l'Iran, la Russie et la Chine. On peut supposer que chacun de ces pays comprendrait cette décision, étant donné qu'ils ont clairement pris des décisions tactiques similaires difficiles dans un passé récent afin de préserver leur intégrité et leurs intérêts nationaux. Néanmoins, Delcy Rodriguez a affirmé à plusieurs reprises que le Venezuela continuerait à développer ses relations avec tous les pays.

Si le gouvernement vénézuélien dirigé par Delcy Rodriguez venait à signer un accord similaire à celui proposé par Maduro, mais maintenant que ce dernier a été kidnappé, cela ne constituerait pas une trahison. Cela soulève bien sûr la question de savoir pourquoi Trump a décidé de kidnapper Maduro, mais cela tient davantage à son désir de conserver sa réputation d'homme fort qu'à une différence politique fondamentale. Dans les semaines qui ont précédé le 3 janvier, certains médias de la classe dirigeante ont particulièrement raillé Trump, le qualifiant de « perdant » s'il concluait un accord laissant Maduro au pouvoir. Il avait besoin d'un trophée et voulait apparaître comme l'homme fort capable d'imposer ses conditions à n'importe qui. Trump revendique la victoire, affirmant que « nous sommes aux commandes ». Il le fait principalement à des fins politiques internes. Mais cela ne rend pas la chose vraie. Incapable de mener à bien un véritable changement de régime, il utilise essentiellement des mots pour déclarer faussement que « le régime a changé ».

Pour sa part, Delcy Rodriguez a déclaré que le retour de Maduro et Flores restait l'objectif central des négociations avec les États-Unis et a de nouveau réclamé à Donald Trump, au début du mois de mars, «*la libération immédiate du président Nicolas Maduro et de son épouse Cilia Flores, ainsi que la levée totale de l'embargo et des plus de 1000 sanctions qui sont maintenues contre le Venezuela* » .

Neutraliser la droite et rechercher des relations normalisées

Une conséquence involontaire mais significative de cette négociation a été un revers politique majeur pour l'opposition soutenue depuis longtemps par les États-Unis, qui a été utilisée pour priver le Venezuela de relations internationales normales. La putschiste d'extrême droite María Corina Machado, qui a passé des années à réclamer une intervention militaire étrangère et à se réjouir des sanctions qui ont dévasté le peuple vénézuélien, est devenue insignifiante depuis le 3 janvier. Elle n'a rien obtenu de l'administration Trump qui traite désormais directement avec le gouvernement de Miraflores.

En établissant des relations directes entre États, fondées sur la seule matière première que l'impérialisme états-unien apprécie vraiment – le pétrole, les dirigeants bolivariens ont pris l'opposition à revers. Les États-Unis, dans leur pragmatisme brutal, ont choisi de négocier avec la seule force qui contrôle réellement le territoire et les ressources plutôt qu'avec des figures en exil qui n'ont aucun pouvoir réel. Dans leur retraite précipitée, Rubio et Trump sont allés jusqu'à discréditer publiquement la figure de l'opposition qu'ils avaient eux-mêmes choisie, reconnaissant ainsi de facto l'État bolivarien comme seule entité gouvernante. Une normalisation complète des relations et la reconnaissance du gouvernement vénézuélien sont encore loin d'être acquises et pourraient nécessiter d'autres retraites tactiques et concessions, mais si elles se concrétisent, elles seront considérées comme une victoire stratégique pour le projet bolivarien.

Photo : Caracas, le 3 mars 2026. Mobilisation populaire pour exiger la libération immédiate du président Nicolas Maduro et de son épouse Cilia Flores, enlevés (et non « capturés » comme disent les médias) par la mafia d'extrême droite états-unienne il y a deux mois jour pour jour.

La tâche de la solidarité internationale

Pour les forces de gauche en dehors du Venezuela, le moment actuel exige de la clarté sur ce que signifie la solidarité. Cela ne signifie pas approuver ou défendre chacune des déclarations du gouvernement vénézuélien, compte tenu de la situation dans laquelle il évolue actuellement. Mais cela ne signifie pas non plus exiger des dirigeants vénézuéliens qu'ils se suicident dans un geste de pureté révolutionnaire ou d'honneur. Cela ne signifie pas non plus se faire l'écho de la propagande

états-unienne sur les « divisions » et les « traîtres », sans preuves. Cela ne signifie pas non plus juger chaque décision tactique à l'aune d'une norme abstraite qu'aucun projet révolutionnaire dans l'histoire n'a jamais atteinte.

La solidarité signifie comprendre que Delcy Rodríguez, assise face aux représentants d'un empire qui cible depuis longtemps sa propre famille, est engagée dans le travail révolutionnaire le plus difficile qui soit : survivre dans des conditions de pression extrême, avec l'avenir de 30 millions de personnes en jeu. Son objectif est de préserver un projet qui a transformé l'État vénézuélien, restauré l'indépendance du Venezuela, instauré des réformes sociales impressionnantes, renforcé un secteur communard et résisté à une offensive économique, militaire et politique impériale soutenue dans un contexte d'isolement mondial et à une époque de contre-révolution. Se livrer au martyre révolutionnaire dans ce contexte ne mènerait à rien d'autre qu'à la liquidation de la gauche vénézuélienne et ferait reculer la révolution vénézuélienne pour des générations.

La révolution n'est pas terminée. Elle s'est temporairement repliée, a regroupé ses forces et lutte désormais par d'autres moyens. Le répit obtenu grâce à ces négociations, aussi coûteuses soient-elles, offre les conditions nécessaires à de futures avancées.

Nicolás Maduro reste le président légitime du Venezuela, même s'il est injustement emprisonné, privé même de la possibilité de payer ses frais juridiques. Le pétrole qui coule vers le nord dans le cadre de cet accord n'est pas un tribut, mais une rançon, payée pour garantir la vie du peuple vénézuélien et la continuité de l'État socialiste. Lorsque le rapport de forces changera, et il changera, le Venezuela se battra pour récupérer ce que l'impérialisme lui a temporairement pris.

Il ne s'agit pas de mourir pour la révolution, mais de vivre et de faire la révolution.

Image

Caracas, le 3 mars 2026. Mobilisation populaire pour exiger la libération immédiate du président Nicolas Maduro et de son épouse Cilia Flores, enlevés (et non « capturés » comme disent les médias) par la mafia d'extrême droite états-unienne il y a deux mois jour pour jour.

L'auteur : Manolo De Los Santos est directeur exécutif de People's Forum (NYC) et chercheur à l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale. Ses articles paraissent régulièrement dans Monthly Review, Peoples Dispatch, CounterPunch, La Jornada et d'autres médias progressistes. Il a codirigé, plus récemment, Viviremos : Venezuela vs. Hybrid War (LeftWord, 2020), Comrade of the Revolution : Selected Speeches of Fidel Castro (LeftWord, 2021) et Our Own Path to Socialism : Selected Speeches of Hugo Chávez (LeftWord, 2023).
Source : https://peoplesdispatch.org/2026/03/03/tactical-retreats-why-venezuelas-revolution-still-stands/
Traduction : Thierry Deronne
URL de cet article : https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/03/04/retraites-tactiques-pourquoi-la-revolution-venezuelienne-tient-bon-par-manolo-de-los-santos-peoples-dispatch/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire